

Le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande avoue que son pays ne peut pas rembourser les 85 Mds d'euros



Le sauvetage des banques irlandaises avait porté le déficit public à plus de 30% du Produit intérieur brut (PIB) du pays en 2010. Face à cette débâcle, **l'Irlande avait obtenu, en novembre 2010, la somme colossale de 85 milliards d'euros, prêtée par ses partenaires de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI.**

Ce plan de sauvetage prévoyait 85 milliards d'euros d'aides sur trois ans en échange de la mise en œuvre de ds habituelles mesures d'austérité exigées par la "troïka". Plus de 30 milliards d'euros ont notamment été utilisés pour renflouer les banques en difficultés Anglo Irish Bank et Irish Nationwide Building Society (INBS), nationalisées puis fusionnées.

Or le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, Patrick Honohan, vient d'avouer, ce samedi 8 décembre 2012, que **l'Irlande « a besoin de plus de temps » pour rembourser l'argent utilisé pour renflouer ses banques.**

UN REMBOURSEMENT DE 85 MILLIARDS D'EUROS REPOUSSÉ "SINE DIE"

Frankfurter Allgemeine
Wirtschaft

07.12.2012

Irlands Notenbankchef Honohan

„Wir brauchen mehr Zeit“

Irland fordert in der Bewältigung seiner gewaltigen Bankenaltlasten einen Zahlungsaufschub. Patrick Honohan, Gouverneur der Notenbank und EZB-Ratsmitglied, sieht sonst die Sanierungserfolge bedroht.



C'est dans l'édition du 7 décembre 2012 (photo ci-dessus) du grand journal quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung - par ailleurs porte-parole officieux des responsables de la Bundesbank allemande - que le gouverneur irlandais a fait cet aveu : « **Le remboursement initialement prévu de l'aide arrive au mauvais moment. Le gouvernement [irlandais] essaie de regagner la confiance des marchés financiers et le plan de remboursement actuel complique cela. Cet argent sera assurément remboursé, mais cela doit s'opérer sur une période plus longue. Nous avons besoin de plus de temps** ».

[Textuellement en allemand : "Die bisher vorgesehene Rückzahlung der Notenbankhilfen kommt zum falschen Zeitpunkt. Die Regierung versucht, am Anleihemarkt Vertrauen zurückzugewinnen, und der derzeitige Rückzahlungsplan erschwert dies. Dieses Geld wird mit Sicherheit bezahlt werden, aber das sollte über einen längeren Zeitraum erfolgen. Das würde mit Blick auf das gesamte Hilfsprogramm für Irland sehr viel mehr Sinn machen. Wir brauchen mehr Zeit"].

Interrogé sur le délai supplémentaire nécessaire pour rembourser, le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande a répondu : « **Nous devons trouver une solution durable et faire en sorte que nous n'ayons pas à la modifier de nouveau plus tard. Par conséquent, la période de remboursement devrait être prolongée considérablement. Je ne donnerai pas de chiffres - du moins pas aux lecteurs de la Frankfurter Allgemeine Zeitung.** »

[Textuellement en allemand : "Wir sollten eine dauerhafte Lösung finden und sicherstellen, dass wir später nicht nochmal nachbessern müssen. Deshalb sollte die Rückzahlungsfrist erheblich verlängert werden. Zahlen werde ich nicht nennen - zumindest nicht gegenüber den Lesern der F.A.Z."]

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCE "TRÈS INQUIET"

Le journaliste de la Frankfurter Allgemeine Zeitung ayant demandé pourquoi les membres du conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) étaient « **très inquiets** », M. Honohan, qui est également membre de ce conseil en sa qualité de gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, a expliqué que **la BCE montrait des doutes sur l'octroi d'un tel délai, parce qu'elle doit assurer qu'il ne s'agit pas là de financement direct d'un Etat, ce qui lui est interdit. « C'est complexe, mais à mon avis, c'est possible** », a-t-il conclu.

CONCLUSION : LE NOUVEAU DÉSASTRE IRLANDAIS CONFIRME LA FOLIE DE LA POLITIQUE EUROPÉISTE

En mai dernier, toute l'oligarchie européiste avait entonné des chants de victoire parce que l'Irlande avait pu réémettre des obligations d'État à maturité longue sur les marchés financiers, et cela pour la première fois depuis septembre 2010. Les grands médias avaient aussitôt annoncé que « ***l'Irlande a[vait] fait un pas important vers une sortie du régime d'aide internationale, offrant ainsi une rare raison d'espérer dans la crise de la dette de la zone euro*** »

[cf. par exemple

: <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20120726.REU2062/l-irlande-fait-un-pas-important-vers-une-sortie-du-regime-d-aide.html>]

Patatras ! La soudaine révélation du gouverneur de la Banque centrale d'Irlande vient jeter une douche glaciale ce bel optimisme.

Ce que Patrick Honohan vient d'annoncer la bouche en cœur à la communauté financière internationale, c'est en substance : "Je suis en faillite. Vous m'avez prêté 85 milliards d'euros. Je vous remercie pour ce prêt. Je ne peux pas vous rembourser comme c'était prévu, mais ce n'est pas grave. Je vous rembourserai plus tard. Le délai de remboursement sera considérablement allongé, et je ne peux pas vous dire quand je vous rembourserai. Mais de toute façon, si vous n'êtes pas contents, c'est pareil."

Il révèle aussi la véritable raison de ce nouveau désastre annoncé : « ***Pratiquement aucun pays n'est aussi fortement tributaire du commerce international que l'Irlande. La reprise économique de l'Irlande sera tirée par les exportations. Si nous constatons que les prévisions de croissance ont été réduites non seulement pour la zone euro, mais aussi pour d'autres régions du monde, alors c'est certainement un risque pour nous.*** »

[Textuellement en allemand : "*Kaum ein Land ist so stark vom internationalen Handel abhängig wie wir. Irlands Wirtschaftserholung wird vom Export getragen. Wenn wir nun sehen, dass die Wachstumsprognosen nicht nur für die Eurozone, sondern auch für andere Weltregionen gesenkt wurden, dann ist das definitiv ein Risiko für uns*".]

En clair : les mesures récessives adoptées sous contraintes de l'UE, de la BCE et de la troïka plongent l'Europe dans la récession et le monde entier dans le marasme et rendent de ce fait impossible que nous puissions redresser notre économie, donc rembourser ce qui nous a été prêté. En bref, la politique des européistes est une politique de dingues.

Comme je l'ai souligné dans mon entretien vidéo du 25 novembre, c'est également la mise en garde solennelle que les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine ont adressé sans fioritures aux dirigeants espagnols et portugais lors du Sommet de Cadix il y a deux semaines.

François ASSELINEAU